

Tels sont les grands traits d'une carrière qui fait honneur, non-seulement à celui qui l'a poursuivie, mais encore à tous ses compatriotes.

VIEUX ROUGE.

POLITIQUE PROVINCIALE

Le gouvernement Marchand que l'on pouvait croire mort depuis la défaite du bill sur l'instruction publique par le Conseil législatif, fait de nouveau parler de lui depuis quelque temps, et c'est bien le cas de dire plus ça change, plus c'est la même chose.

En effet, l'hon. M. Marchand, qui tient avant tout à sa réputation de grand économie, sortait de sa léthargie l'autre jour pour proclamer que son gouvernement a rétabli l'équilibre dans les finances de la province — tout comme M. Tilloon autrefois.

Et tout comme l'opposition libérale d'autrefois, l'opposition conservatrice du jour s'est donné pour tâche de démontrer qu'il n'y a pas plus d'équilibre que sur la main d'un épileptique. Depuis la confédération les partis se succèdent au pouvoir, mais les formules de la discussion ne changent pas.

Le parti au pouvoir prétend toujours que telles et telles dépenses ne doivent pas être chargées au compte du revenu, afin d'arriver avec un surplus, et l'opposition, rouge ou bleue, prétend le contraire.

Le fait est que c'est l'opposition qui a toujours raison, à preuve : la dette qui augmente sans cesse. Dans le cas de la province de Québec, M. Hall avait réussi, par un système de finance familier à tous les politiciens qui arrivent au pouvoir, à réduire le déficit à \$57,000. Cela paraissait bien pour la première année ; mais ensuite il n'était possible de mettre au compte de l'administration précédente des dépenses appartenant à l'exercice courant, de sorte que le déficit remonta jusqu'à \$800,000, sous M. Flynn. On donne des raisons pour cela ; nous ne les discuterons pas.

Ce qui nous frappe c'est que M. Marchand, après avoir employé les mêmes procédés que M. Hall, arrive avec un déficit de \$200,000 au lieu de \$57,000, et cela dans une année dont les revenus ont été exceptionnellement élevés. Quel sera le déficit des années prochaines ?

Nous ne disons pas ces choses-là pour ternir la gloire de M. Marchand, dont nous admirons le talent de grand financier, et l'énergie léonine, mais bien pour faire comprendre à nos lecteurs qu'il est temps de changer de chanson.

Il serait puérile de vouloir davantage essayer d'administrer les affaires de la province de Québec avec ses ressources actuelles. Depuis 1874, la province a vécu d'emprunts et maintenant, pour faire face aux intérêts il faut manger le capital avec le revenu. Le capital, c'est le domaine des terres de la couronne. Il n'y aura pas toujours des limites à vendre, et celles qui sont sous license, s'épuisent rapidement.

Quand le département des terres de la couronne accuse une augmentation de recettes, comme cette année, cela veut simplement dire que l'œuvre de destruction est poussée avec une vigueur plus grande.

Déjà pour éloigner le jour de la disparition des forêts on est obligé d'entrer les progrès de la colonisation dans certaines directions.

Personne n'ignore dans les sphères de l'administration que cette politique est stupide et désastreuse pour l'avenir de notre race. Cependant personne n'ose éléver la voix pour signaler franchement le danger et les moyens d'y parer.

Pourquoi ?

C'est que le remède véritable, le seul efficace, on le sait bien, ce n'est pas les économies de bouts de chandelle que l'on nous promet sans cesse. Non, le remède c'est la création de nouvelles sources de revenu ; c'est la taxe.

Or, la taxe on l'a rendue odieuse au peuple. Depuis vingt ans nos politiciens de collège, et les libéraux ont leur grande part de responsabilité dans cette agitation, se sont évertués à faire entrer dans l'esprit des électeurs l'idée que le gouvernement provincial pouvait donner sans cesse sans jamais rien demander — que le moin-